

Selon l'IRIS, le pétrole acheminé par oléoduc polluerait plus que le pétrole importé

SOURCE : Le Devoir ; 9 septembre 2013 ; La Presse canadienne

Le Québec n'aurait aucun avantage économique ou environnemental à recevoir par oléoduc le pétrole extrait des sables bitumineux d'Alberta plutôt que celui qu'il utilise actuellement et qui est importé majoritairement d'Algérie, de la Mer du Nord ou de Terre-Neuve-et-Labrador.

[Une note économique publiée lundi par deux chercheurs de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques \(IRIS\)](#) indique qu'au contraire, ce pétrole est de loin plus polluant parce que son extraction et son utilisation engendrent une production de gaz à effet de serre beaucoup plus importante que les autres sources d'alimentation pétrolière du Québec.

« Le pétrole des sables bitumineux est l'un des plus sales au monde à produire même en tenant compte de la production, du transport et du raffinage », a indiqué Renaud Gignac, chercheur associé à l'IRIS.

Les chercheurs, qui ont analysé le projet d'Enbridge d'inverser le flux du pipeline 9B entre North Westover en Ontario et Montréal-Est, rappellent que cette compagnie est à l'origine du plus grave déversement terrestre de l'histoire américaine, survenu en 2010 au Michigan, à la suite de l'inversion du flux d'un autre oléoduc.

Renaud Gignac ajoute que l'entreprise présente d'ailleurs un bilan de sécurité des plus contestables.

« Il y a, en moyenne, plus de 70 déversements par année uniquement dans le réseau d'oléoducs d'Enbridge. Pour l'oléoduc de la ligne 9B, on ne se demande pas s'il y aura des déversements mais plutôt quand et où vont-ils survenir », a-t-il déclaré.

Il a toutefois dû admettre que l'évaluation environnementale aborde le risque posé par les oléoducs sans présenter d'analyse comparative du risque que présente le transport maritime par pétrolier.

« La note ne porte pas sur les risques d'accident maritime mais bien sur les émissions de gaz à effet de serre qui sont causées par le transport par navire-citerne. Le transport par bateau est beaucoup plus avantageux au plan environnemental », a insisté le chercheur, tout en reconnaissant que les catastrophes comme celles de l'Exxon Valdez, sur les côtes de l'Alaska en 1989, ne sont pas plus souhaitables que des déversements d'oléoducs.

Sur le plan économique, les chercheurs indiquent qu'il est malhonnête de faire miroiter aux consommateurs un avantage quelconque lié à l'utilisation de pétrole domestique.

« Les projets d'oléoducs n'auront aucun impact à la pompe, c'est très clair. Dès que le pétrole peut être vendu sur les marchés extérieurs, les prix convergent et la différence est ramenée à zéro. Pour le consommateur ça ne changera strictement rien », tranche M. Gignac.

Quant aux retombées du projet d'Enbridge, la note évalue que seulement une centaine d'emplois seraient créés à terme par ce projet.

M. Gignac note que la pression augmente sur le Québec et les autres communautés de l'est du pays pour faire place au pétrole albertain, dont la distribution est confrontée à un goulot d'étranglement. La réticence de la Colombie-Britannique à l'égard du projet d'oléoduc Northern Gateway, qui permettrait d'acheminer le pétrole albertain sur la côte ouest, et la controverse entourant la construction du pipeline Keystone vers les États-Unis sont autant de facteurs qui poussent l'industrie pétrolière à chercher des débouchés vers l'est.

Selon le chercheur, le transport du pétrole lourd par Enbridge vers Montréal encouragerait l'entreprise à réactiver son projet d'inversion de flux d'un autre pipeline, soit celui qui lui permettrait d'amener ce pétrole vers Portland au Maine, sur la côte est des États-Unis, en passant par les Cantons de l'Est, un projet qui suscite de vives inquiétudes en Montérégie.

SOURCE : CyberPresse ; 09 septembre 2013 ; Charles Côté

Projet Enbridge: peu d'avantages pour le Québec, selon une étude

Le projet de renverser le flux de la ligne 9B d'Enbridge comporte peu d'avantages économiques et augmente les risques environnementaux, selon une étude publiée ce matin par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques.

« Du point de vue des contribuables québécois, l'apport économique du projet d'inversion de la Ligne 9B est au mieux très modeste et ne parvient pas à compenser les risques environnementaux encourus », résume-t-on dans le document du think-tank de gauche.

La ligne 9B permettrait d'acheminer vers Montréal du pétrole de l'Ouest canadien et américain, notamment en provenance des sables bitumineux.

Les auteurs, Renaud Gignac, diplômé en droit, et Bertrand Schepper, diplômé des HEC, estiment que l'afflux de pétrole de l'Ouest créerait au mieux 350 emplois, soit moins de 1% de la création annuelle d'emplois au Québec.

Ils affirment par ailleurs que les projets d'expansion prévus par l'industrie des sables bitumineux « entrent directement en contradiction avec la lutte aux changements climatiques ».

Dès 2015, notent-ils la production pourrait atteindre 3,3 millions de barils par jour, franchissant un seuil compatible seulement avec des émissions globales de gaz à effet de serre (GES) qui causeront un réchauffement de plus de 2 degrés.

À condition que les projets de pipeline se multiplient, la production pourrait atteindre 9,3 millions de barils par jour d'ici 2050.

« Une situation qui irait bien au-delà du scénario 'limite sécuritaire' de 2°C, mais qui outrepasserait également du double le scénario « catastrophique » conduisant à une augmentation de 6 °C de la température terrestre », affirment les auteurs, en se basant entre autres sur les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie.

En outre, note le rapport, « le pétrole des sables bitumineux compte parmi les plus sales au monde à extraire ».

« Alors que la production d'un baril de pétrole conventionnel algérien, première source qui approvisionne le Québec, n'émet en moyenne que l'équivalent de 79 kilos de CO2, la production d'un baril de pétrole issu des sables bitumineux engendre des émissions moyennes de 132 kg, soit 67 % plus. Par conséquent, si l'objectif est de rechercher la source d'approvisionnement la moins polluante, le pétrole des sables bitumineux n'est pas la solution. »

Cependant, les auteurs ne considèrent pas la possibilité que le pétrole qui transiterait par la ligne 9B soit du pétrole léger en provenance du gisement Bakken, au Dakota et en Saskatchewan. Ce pétrole est actuellement surtout transporté par train.

Cette éventualité, évoquée par Enbridge, est d'autant plus crédible que la dernière raffinerie de Montréal, celle de Suncor, n'est pas capable actuellement de raffiner le pétrole lourd albertain.

SOURCE : CyberPresse ; 10 septembre 2013 ; François Cardinal

Fuite en avant

Afin de convaincre le président Obama de donner le feu vert au projet d'oléoduc Keystone XL, le premier ministre Stephen Harper s'est engagé à réduire l'impact environnemental des sables bitumineux.

On ne compte même plus les promesses du gouvernement Harper à cet effet depuis sa prise de pouvoir il y a sept ans. Non seulement n'ont-elles pas été tenues, mais elles sont si nombreuses qu'elles se contredisent au fil des ans!

Après avoir gagné les élections de 2006, en effet, les conservateurs ont détruit les plans et programmes des libéraux, promettant de «nettoyer l'atmosphère» de manière beaucoup plus efficace à l'aide d'un nouveau plan «*Made in Canada*».

Ce plan, on ne l'a jamais vu. Pas plus que tous ceux qui ont été promis depuis, notamment en 2012 et en mars 2013. Et voilà qu'aujourd'hui, la CBC nous apprend que le premier ministre est prêt à adopter les cibles que lui proposeront les États-Unis, une stratégie «*Made in USA*», autrement dit, en échange d'une bénédiction américaine pour Keystone...

Le geste est très habile, mais tardif et insuffisant. Au moment où le président en a plein les bras avec la Syrie, le premier ministre lui propose de joindre leurs forces pour s'attaquer aux changements climatiques, une promesse peu engageante qui donne l'impression d'un certain volontarisme, d'une main tendue, voire d'un virage politique sincère.

Or, à cette étape-ci des pourparlers, comment ne pas voir dans cet appel à l'effort conjoint une énième fuite en avant? Keystone a besoin d'une approbation imminente, selon Ottawa, alors qu'une stratégie canado-américaine nécessiterait des années de discussion.

On le voit avec le «Dialogue sur l'énergie propre», une initiative de MM. Harper et Obama qui, depuis son lancement en 2009, n'a rien donné de bien significatif. Si, en quatre ans, on n'a pu faire mieux qu'une «déclaration d'intention» sur une hypothétique captation de carbone et quelques recherches sur les biocarburants algueux, imaginez le temps qu'il faudrait pour s'entendre sur des cibles communes de réduction des émissions, dresser une liste des actions nécessaires et faire approuver le tout par les instances des deux pays.

Or le fardeau de la preuve incombe au Canada, dans ce dossier. C'est à lui de démontrer qu'il a compris le message envoyé maintes fois dans le passé par l'administration américaine. À lui de laisser tomber les fausses promesses au profit d'une stratégie conforme à l'engagement pris par le Canada à Copenhague, soit de limiter le réchauffement climatique à 2°C.

Cela nécessiterait non pas l'ouverture d'un autre sempiternel «dialogue» avec les États-Unis, qui risquerait de s'empêtrer au Congrès ou dans les officines conservatrices, mais bien des cibles établies scientifiquement ainsi qu'un plan clair pour les atteindre.

Si Ottawa tient autant au projet Keystone, il doit cesser de repousser l'inévitable et déposer la réglementation qu'il promet depuis sept ans. Une réglementation faite par et pour le Canada.

SOURCE : Radio Canada ; 3 novembre 2010

Des subventions de 2,8 milliards de dollars par année

Une étude de l'Institut international du développement durable, dévoilée mercredi, affirme que les gouvernements au Canada subventionnent les compagnies pétrolières à hauteur de 2,8 milliards de dollars par année, malgré des engagements de mettre fin à cette aide.

La recherche montre qu'il existait 63 programmes de subventions aux pétrolières en 2008.

Ces subventions prennent la forme de crédits d'impôt pour favoriser l'exploration de nouvelles sources de pétroles, d'aide financière pour mettre en place de nouveaux équipements et de congés de redevances.

La recherche en arrive à la conclusion que le gouvernement fédéral accorde annuellement 1,4 milliard de dollars aux compagnies pétrolières du pays. Du côté des provinces, l'Alberta verse 1,1 milliard de dollars,

la Saskatchewan contribue à hauteur de 327 millions de dollars et Terre-Neuve octroie 83 millions au secteur pétrolier.

Toutefois, à la rencontre du G20 à Pittsburgh en 2009, Ottawa s'était engagé à mettre fin à ces subventions.

De plus, en mars 2010, le plus haut fonctionnaire du ministère des Finances envoyait un mémo au ministre Jim Flaherty pour lui recommander de cesser ces subventions qu'il qualifiait d'inefficaces. Dans ce mémo, il demandait au ministre de s'engager à éliminer ces subventions au G20 à Toronto l'été dernier.

Ce mémo révèle aussi que le ministre fédéral de l'Environnement Jim Prentice avait demandé à M. Flaherty d'inclure des mesures de réduction de ces subventions lors du dernier budget fédéral.

Aucun de ces changements n'a été effectué.

Par ailleurs, le principal programme fédéral pour la promotion des énergies renouvelables a été grandement amputé au cours de la dernière année.

SOURCE : <http://actionplan.gc.ca/fr/initiative/eliminer-les-subsventions-aux-combustibles-fossiles>

Site officiel du Gouvernement du Canada

Éliminer les subventions aux combustibles fossiles

Le gouvernement s'est engagé, dans le Plan d'action économique du Canada, à accroître l'équité et la neutralité du régime fiscal s'appliquant aux divers secteurs de l'économie et à appuyer l'engagement des dirigeants du G-20 de rationaliser et d'éliminer graduellement, à moyen terme, les subventions inefficaces aux combustibles fossiles.

À propos du programme

Dans le contexte d'un secteur des sables bitumineux dynamique et en croissance, le budget de 2007 a annoncé l'élimination graduelle de la déduction pour amortissement accéléré au titre des actifs corporels dans ce secteur. Le budget de 2011 a poursuivi dans cette voie en annonçant la réduction des taux de déduction d'impôt pour les immobilisations incorporelles s'appliquant aux projets de sables bitumineux afin d'harmoniser ces taux avec ceux du secteur pétrolier et gazier traditionnel :

- Les coûts de concessions et d'autres avoirs miniers relatifs aux sables bitumineux, qui pouvaient généralement donner lieu au traitement fiscal des frais d'aménagement au Canada (FAC), déductibles à un taux annuel de 30 % selon la méthode de l'amortissement dégressif, sont maintenant réputés être des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, déductibles à un taux annuel de 10 % selon la même méthode.

- Les frais d'aménagement engagés afin d'amener une nouvelle mine de sables bitumineux au stade de la production sont actuellement considérés comme des frais d'exploration au Canada (FEC), qui peuvent être entièrement déduits l'année où ils sont engagés. Le nouveau traitement fiscal de ces frais d'aménagement, qui seront dorénavant considérés comme des FAC, s'appliquera de façon progressive de 2013 à 2016. En reconnaissance du fait que l'aménagement de projets de mines de sables bitumineux s'étend sur de longues périodes, il y aura un allègement transitoire en vertu duquel le traitement fiscal à titre de FEC continuera de s'appliquer pour les frais engagés avant 2015 dans le cas des projets bénéficiant de droits acquis.

État de l'initiative

La *Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada* (projet de loi C-13), qui renferme les dispositions de mise en œuvre de cette mesure, a reçu la sanction royale le 15 décembre 2011.

SOURCE : http://quebec.huffingtonpost.ca/pierre-tremblay/petrole-canada_b_2311082.html

Journal : Le Huffington Post Québec ; 2012-12-17 ; Pierre Tremblay

Le gouvernement conservateur au service de l'industrie pétrolière

Comme le déclarait en juin dernier [José « Pepe » Mujica](#), le sympathique et lucide président de l'Uruguay, lors de la conférence sur le développement durable des Nations-Unies « [Rio + 20](#)»:

« Nous ne pouvons pas continuer, indéfiniment, à être gouverné par les marchés; nous devons gouverner les marchés. »

Ce simple constat, qui résume assez bien les enjeux d'aujourd'hui, illustre à quel point le gouvernement Harper, élu pour porter le Canada vers l'excellence, n'a rien compris des aspirations nationales, de l'air du temps et brade le pays au plus offrant.

Les citoyens doivent bien se demander au nom de quelle incompréhensible hérésie Ottawa peut-il verser [1,5\\$ milliards \(wow!\) en subventions annuelles à l'industrie pétrolière](#) qui opère sur le sol canadien? Malgré les avis mêmes du G20 visant à réduire ce soutien de l'État. Alors que Flaherty et cie nous assènent le discours obscène de l'austérité essentielle, coupant dans tous les pans de la société unifoliée, fonction publique, arts, programmes sociaux, Ottawa se permet de gratifier Big Oil, richissime entre les richissimes, de mirobolantes subventions annuelles. 1,5\$ milliards, chers lecteurs, c'est beaucoup d'argent. Un peu comme si chaque quartier de nos villes remettait 1\$ million en cadeau au chirurgien du coin, histoire d'être certain qu'il ne s'envolera pas (sic). Juste au cas.

Car c'est là que réside la logique tordue du gouvernement conservateur : les subventions ont pour but de maintenir les investissements pétroliers au pays. Comme si, ce qui pourrait se justifier dans le secondaire, le manufacturier, la délocalisation y étant possible, pourrait se répercuter parallèlement dans ce secteur primaire d'exploitation pétrolière. Allo la terre? Le gisement, les sables bitumineux qui permettent aux actionnaires et dirigeants du pétrole de cumuler les yachts et les châteaux à un rythme d'enrichissement indécent sont ici. Dans le sol et nulle part ailleurs.

On pourrait à la limite comprendre le raisonnement durant la phase exploratoire, mais, en phase d'exploitation, c'est une gifle annuelle à tous les Canadiens qui paient des impôts. On nous prend pour des cons. « Payez-nous sinon on va à Mumbai? ». Le gisement étant irrémédiablement et physiquement ICI, au pays, on réalise toute l'absurdité de cette pratique scandaleuse. Il faut un gisement pour l'exploiter et en tirer profit. 2e année B.

Mais, sommes-nous surpris quand on sait que le gouvernement du Roi Stephen a rencontré - officiellement, j'insiste - [2 733 \(!!!\) fois le lobby pétrolier depuis 2008](#). Ayoye. Ces chiffres répertoriés, hallucinants et démontrables nous illustrent à quel point le simple citoyen est un pion en comparaison des vrais patrons du royaume : le lobby pétrolier. Car, il ne fait doute que c'est à sa demande que les Tories ont présenté 2 projets de loi mammouth, dans le seul but de camoufler au passage la systématique dérèglementation environnementale qui s'est abattue sur le pays en 2012.

Il n'y a pas à dire, les vrais dirigeants tirent en coulisse les ficelles du tragico-comique théâtre harpérien.